

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL – JUSTICE - SOLIDARITE



RAPPORT SUR LES DELAIS DANS LA CHAINE D'EXECUTION DE LA DEPENSE PUBLIQUE

AOÛT - 2023

MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Introduction

En application de l'instruction conjointe N°003/MB/MEF/2017 du 12 avril 2017, fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire, la Direction Nationale des Systèmes Informatiques produit mensuellement les statistiques de fluidité des dossiers dans la chaîne d'exécution de la dépense publique. Ces données sont communiquées à la Direction Générale du Budget pour la production d'un rapport mensuel à l'attention du Ministre du Budget et du Ministre de l'Économie et des Finances.

L'exécution des dépenses du budget de l'Etat se décline en deux grandes phases (administrative et comptable). La phase administrative concerne : l'engagement, la liquidation et le mandatement ou l'ordonnancement. La phase comptable regroupe la prise en charge de la dépense par un comptable public et le paiement de la dépense.

Les phases et étapes énumérées ci-dessus sont encadrées par des délais comme l'illustre le tableau présentant les délais d'exécution en août 2023.

I - Situation des délais d'exécution en août 2023

Ce tableau présente les différentes étapes du processus d'exécution de la dépense publique, il précise les délais impartis à chaque étape, comme l'indique l'instruction conjointe sur les délais d'engagement de la dépense.

Tableau 1 : Synthèse des délais.

Points de stationnement		Acteurs	Délais de référence	Délais observés
I. PHASE DE L'ENGAGEMENT				
Décision d'engagement				
01	Décision d'engagement	Ordonnateur, ordonnateur-délégué	5 jours	35,3% (353 dossiers sur 1001 ≤ à 5 jours)
02	Préparation des documents en appui à la décision d'engagement	DAF		
03	Saisie de la décision d'engagement	DAF		
04	Transmission du dossier d'engagement au CF	DAF		
Contrôle et validation du dossier d'engagement				
01	Réception du dossier par les services du CF	Agent du Contrôle Financier (CF)	1 jour	0
02	Affectation du dossier pour étude	CF	4 jours	70,6% (242 dossiers sur 345 ≤ à 4 jours)
03	Etude du dossier (ajournement ou acceptation)	Agent du CF		
04	Validation (ajournement ou acceptation) ou rejet	CF		
05	Transmission au DAF du dossier d'engagement accepté	CF		

Points de stationnement		Acteurs	Délais de référence	Délais observés
II. PHASE DE LA LIQUIDATION				
01	Réception du dossier d'engagement accepté par le CF	DAF	1 jour	0% (Aucun des 908 dossiers traité dans un délai ≤ à 1 jour)
Actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses				
02	Mise en demeure du prestataire/fournisseur pour livrer ou attente livraison conformément aux délais de la lettre de marché	DAF	1 jour à compter de la réception du dossier d'engagement validé par le CF	N/A
03	Livraison /prestation par le prestataire ou le fournisseur	Prestataire/ fournisseur	Dans les limites des délais contractuels	N/A
04	Convocation de la commission de réception	DAF	1 jour après la livraison/prestation	N/A
05	Réception conforme de la prestation ou des fournitures	Commission de réception en présence du DAF	2 jours à compter de la date de la réception conforme	N/A
06	Etablissement du PV de réception conforme	Commission de réception		
07	Constitution du dossier de réception et transmission à l'ordonnateur pour certification du service fait	DAF	1 jour à compter de la date de réception du PV de réception conforme	N/A
08	Certification du service fait	Ordonnateur/ordonnateur délégué	2 jours à compter de la date de transmission du dossier	N/A
Actes posés par l'ordonnateur/DAF dans le circuit informatisé de la chaîne des dépenses				

09	Création du dossier de liquidation, saisie des pièces de liquidation et transmission du dossier au CF	DAF	5 jours	46,0% (171 dossiers sur 372 % ≤ à 5 jours)
10	Saisie des pièces de liquidation	DAF		
11	Transmission du dossier de liquidation au CF	DAF		
Contrôle de la liquidation				
01	Réception du dossier de liquidation	Agent du CF	4 jours	54,9% (95 dossiers Sur 173 ≤ à 4 jours)
02	Etude du dossier de liquidation	Agent du CF		
03	Validation ou rejet du dossier de liquidation	CF		
04	Transmission dossier de liquidation validé au DAF	CF		
05	Réception par le DAF du dossier de liquidation validé transmis par le CF	DAF	1 jour	0% (aucun dossier sur les 173 n'a été traité dans un délai ≤ à 1 jour)

	Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés
III. PHASE DE L'ORDONNANCEMENT/MANDEMENT				
Ordonnancement ou mandatement des dépenses				
01	Réception du dossier de liquidation validé	DAF	1 jour	0 % (aucun dossier sur les 368 n'a été traité dans un délai ≤ à 1 jour)
02	Edition du mandat de paiement et des autres états l'accompagnant	DAF	5 jours	95,7 % (352 dossiers sur les 368 ont

03	Soumission du mandat de paiement à la signature de l'ordonnateur	DAF		été traités dans un délai ≤ à 5 jours)
04	Signature du mandat	Ordonnateur ou ordonnateur-délégué		
05	Transmission du dossier physique de mandatement à la Division des ordres de recettes/DNB	DAF		
Emission des ordres de recettes sur les dossiers de dépenses hors circuit de la dépense				
01	Réception du dossier physique de mandatement	Chef de division des ordres de recettes/DNB	2 jours	N/A
02	Etude et émission des ordres de recettes	Chef de division des ordres de recettes/DNB		
03	Transmission du dossier de mandatement et les ordres de recettes au DAF	Chef de division des ordres de recettes/DNB		
04	Récupération du dossier physique de mandatement et dépôt à la PGT	DAF		

	Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés
IV. PHASE COMPTABLE				
Prise en charge comptable				
02	Vérification et prise en charge du mandat de paiement	PGT	4 jours	17,5 % (66 dossiers sur les 377 ont été traités dans un délai ≤ à 4 jours)
03	Validation du mandat de paiement	PGT		
Mise en règlement				

01	Validation et programmation pour la mise en règlement du mandat de paiement	PGT	5 jours	62,1% (182 dossiers sur les 293 ont été traités dans un délai ≤ à 5 jours)
02	Emission des OV/OP et mise en règlement	PGT		
03	Récapitulation des OV/OP émis	PGT		
04	Transmission des OV/OP à la BCRG	PGT		
Paie ment				
01	Réception des OV/OP par la BCRG	BCRG		100 % (110 dossiers sur les 293 pour lesquels les OC/OP ont été émis, et qui ont été reçus pour paiement, ont tous été payés).
05	Paie ment par la BCRG des OV/OP	BCRG		

Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

II- Commentaires portant sur les résultats de l'analyse

A. PHASE ADMINISTRATIVE

La phase administrative de la dépense est composée de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement ou du mandatement.

En août 2023, 1001 projets d'engagement ont été initiés contre 277 au mois de juillet. Le nombre d'engagement validé par les Contrôleurs Financiers est de 345 dossiers, dont 242 respectant le délai de traitement de 4 jours, soit 70,6% des dossiers reçu par les Contrôleurs Financiers. Ainsi 759 des projets d'engagement reçus sont restés encours de traitement dans le circuit de la dépense après le délai imparti. Les projets de liquidation se sont chiffrés sur la période à 908 dossiers, pour 173 validations, soit 17,28% des projets d'engagement.

En ce qui concerne les ordonnancements, 368 dossiers ont été traités par les DAF, parmi ceux-ci, 352 l'ont été dans les délais, soit 95,7%.

a. ENGAGEMENT

L'étape engagement est subdivisée en quatre (4) parties, qui sont :

- l'initiation de l'engagement ;
- la transmission au Contrôleur Financier ;
- la réception par le Contrôleur Financier ;

- la validation du projet d'engagement par le Contrôleur Financier.

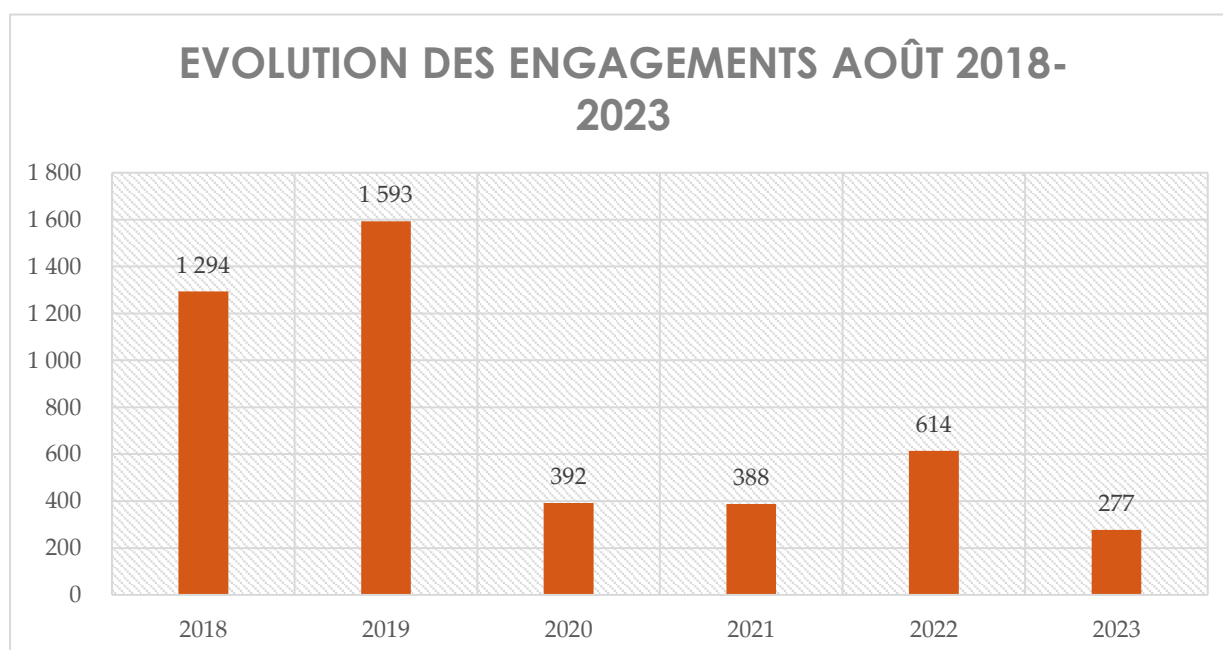
Le délai requis pour l'initiation de l'engagement et la transmission à la Direction Nationale du Contrôle Financier est de cinq (5) jours ouvrés, ainsi, pour le mois d'août 2023, 1001 projets d'engagement (plafond des engagements de cette année) ont été initiés sur la chaîne des dépenses, contre seulement 277 au mois de juillet, soit 759 dossiers de plus pour la période. Cependant 353 ont été traités dans les délais requis (35,3%), contre (81,9%) en juillet. Ainsi, pour les 648 projets d'engagement restants, ils devraient être traités entre 6 et 41 jours, à compter de l'initiation de la procédure d'engagement.

Ainsi, les projets d'engagement non transmis aux Contrôleurs Financiers dans les délais au mois d'août 2023 sont au nombre de 648 dossiers, les ministères n'ayant pas respectés ce délai sont principalement le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation pour 271 dossiers contre 291 engagés, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique pour 175 dossiers contre 195 engagés, le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises pour 53 dossiers contre 70 engagés et le Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics pour 27 dossiers sur 33 engagés.

Pour l'étape engagement, le nombre de dossiers traité et validé est de 345, soit 656 projets d'engagement (65,53%) non validés au courant de ce mois comme initialement prévus, ce qui reste une contre-performance à souligner en ce qui concerne le traitement des dossiers à cette étape.

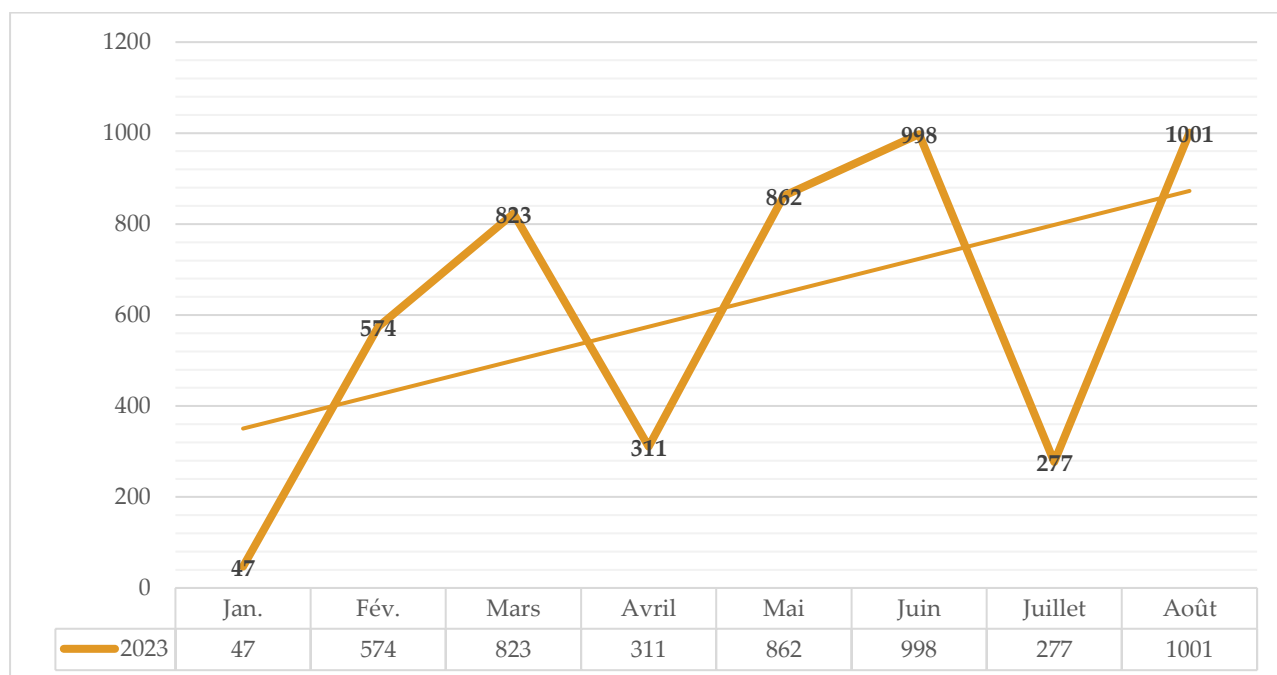
Ci-dessous le graphique sur l'historique des niveaux d'engagement aux mois d'août des 6 dernières années depuis 2018, suivi de celui de l'évolution des engagements au courant de l'année 2023 depuis janvier.

Figure 1 :



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Figure 2 : Evolution des engagements en 2023



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

b. LIQUIDATION

La liquidation est la deuxième étape de la phase administrative, elle comprend :

- La création du projet de liquidation ;
- La transmission du projet de liquidation au Contrôle Financier ;
- La réception du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La validation ou le rejet du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La transmission de la liquidation au DAF.

Conformément à l'arrêté régissant les délais, les différentes sous étapes de la liquidation doivent être réalisées dans un premier délai de cinq (5) jours au maximum pour la création et la transmission et quatre (4) jours pour la validation.

Ainsi, pour ce mois d'août 2023, pour 908 projets de liquidation initiés par les pools financiers des ministères et institutions, 142 dossiers ont été créés et transmis dans les délais par les DAF, représentant 15,64% des projets de liquidations initiés pour le mois, contre 46% au mois de juillet.

Pour le reste, les 766 projets de liquidations non finalisés dans les délais par les DAF, ils ont été traités entre 6 et 52 jours, voire plus.

Ces 766 projets de liquidation non traités dans les délais de 5 (cinq) jours par les DAF concernent principalement le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation pour 271 dossiers, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique pour 169 dossiers, le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger pour 76 dossiers et les Ministères de la Justice et des

Droits de l'Homme et celui du Commerce, de l'industrie et des Petites et Moyennes Entreprises pour 25 dossiers chacun, pour ne citer que ceux-ci.

Au compte du mois d'août 2023, seulement 142 dossiers de liquidation ont été réceptionnés par les CF, respectant les délais impartis.

A noter que les actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses ne sont pas récapitulés car les acteurs n'interviennent pas tous, sur la chaîne informatisée des dépenses.

c. ORDONNANCEMENT/MANDATEMENT

Au mois d'août 2023, les DAF des différents ministères et institutions ont réceptionné 368 dossiers liquidés par les CF, sur ces dossiers transmis pour ordonnancement ou mandatement, 352 ont été traités dans les délais, soit 95,7% pour la période, soit une augmentation de 9,1 points de pourcentage sur l'ensemble des ordonnancements du mois de juillet précédent.

B. PHASE COMPTABLE

La phase comptable de l'exécution de la dépense publique est composée de la prise en charge de la dépense, de l'émission des ordres de virement ou de paiement et du paiement de la dépense par le Comptable Public.

Le nombre de jour fixé pour la prise en charge d'une dépense par le comptable public est de 4 jours ouvrés à partir de la réception du mandat. L'émission des OV/OP est prévue pour 5 jours.

Ainsi, au mois d'août, les Comptables Publics ont reçu 378 mandats de paiements, 377 ont fait l'objet d'une prise en charge entre 2 et 30 jours, soit 99,9% pour la période. Les OV/OP ont été émis pour 293 mandats entre 1 et 30 jours, dont 134 émissions dans l'intervalle des 2 premiers jours.

Paieement

Les délais incombant au paiement à la BCRG ne sont pas encadrés par l'instruction conjointe fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire sur les délais (vu que ces traitements sont effectués hors chaîne des dépenses). Toutefois, une programmation en amont de la chaîne des dépenses (plan d'engagement cohérent avec le plan de trésorerie) permettra de réguler les instances et de limiter l'accumulation des restes à payer.

Cependant, il ressort que, des 293 dossiers qui ont bénéficié d'un OV ou OP, 110 ont été payés au mois d'août 2023.

Ci-dessous le tableau synthèse issu de la chaîne des dépenses et le tableau récapitulatif de la situation des dossiers engagés par Ministère :

Tableau 1 : Synthèse issue de la chaîne des dépenses.

MINISTERE DU BUDGET
Direction Nationale des
Systèmes Informatiques

Délais de traitement des dossiers dans les différents
points de stationnement en
Août 2023

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité

Jeudi, 14 Septembre 2023

PHASE INTERVALLE	ENGAGEMENT			ORDONNANCEMENT/ MANDATEMENT					PAIEMENT			
	Décision d'engagement DAF (5jours)	Reception DAF->CF	Contrôle et Validation CF (4jours)	Création et transmission liquidation DAF (5jours)	Reception DAF -> CF	Validation de la liquidation CF	Reception CF->DAF	Ordonnancement ou mandatement DAF (5jours)	Reception DAF->PGT	Prise en charge PGT (4jours)	Emission des OV/OP PGT (5jours)	Paiement des OV/OP BCRG
1-2	236	300	199	100	85	89	368	289	25	35	134	11
3-4	95	201	43	42	15	6		62	29	31	48	12
5	22	6				9		1		4		
6-8	237	22	38	29	16	53		4	15	93	4	23
9-19	129	40	33	457		1		11	168	87	17	24
20-30	282	2	30	277		15		1	115	110	13	31
31-41			2	3					26	17	77	9
TOTAL	1001	571	345	908	116	173	368	368	378	377	293	110

Source : DNSI/Chaîne des dépenses

Tableau 2 : Situation des dossiers engagés par ministère/institution.

Ministère /Institution	Août	Janvier - Août
Présidence de la République	23	219
Primature	2	79
Ministère de la Défense Nationale	5	139
MATD	291	455
M Sécurité Protection Civile	5	31
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	25	146
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger	81	389
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	16	180
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	17	307
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	18	101
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	18	117
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	22	95
Ministère des Mines et de la Géologie	3	46

Ministère /Institution	Août	Janvier - Août
Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	33	117
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	2	50
Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	70	144
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	195	412
Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	6	66
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	34	158
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	4	107
Ministère de la Communication et de l'Information	0	34
Ministère de la Jeunesse et des Sports	28	168
Conseil National de la Transition	0	5
Cour Suprême	0	4
HAC	0	4
Secrétariat Général du Gouvernement	7	61
Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	0	44
Ministère de l'Environnement et du Développement du Durable	24	232
Ministère des Transports	9	40
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux	0	6
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	1	407
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	4

Ministère /Institution	Août	Janvier - Août
Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	24	121
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	8	47
Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	12	113
SGPCSS-LDCO	0	64
Ministère du Budget	7	144
Cour des Comptes	0	2
Dépenses Communes de l'Etat	9	35
TOTAL	1 001	4 893

Source : Chaîne des dépenses

Une attention particulière devra être accordée aux dossiers non traités suivant les différentes étapes du circuit de la dépense.

Une attention particulière doit être accordée à la célérité dans la transmission des dossiers physiques qui devrait suivre la transmission électronique, car le volume de dossiers non traités suivant les différentes étapes prend de l'ampleur dans le circuit de la dépense. Le respect de cette étape participe à l'amélioration de la collaboration entre les Chefs de Division des Affaires financières (DAF) et les Contrôleurs Financiers d'une part et entre les Ordonnateurs et les Comptables Assignataires (Payeur Général du Trésor et Agent comptable central du Trésor) d'autre part.

En effet, il est constaté ce qui suit :

- Sur **1001** décisions d'engagement signées par les ordonnateurs (y compris les dossiers relevant des Gouvernorats), **571** dossiers ont été réceptionnés par les Contrôleurs Financiers, soit **430** dossiers de moins que ce qui a été initialement déposé.
- Sur **571** projets d'engagement reçus par les Contrôleurs Financiers, **345** ont été validés, **226** dossiers sont restés dans le circuit en cours de validation pour la période.
- Sur les **345** dossiers validés par les Contrôleurs Financiers, **563** supplémentaires ont été créés et transmis pour la liquidation ce qui fait un total de **908** dossiers à cette étape.
- Sur **908** projets de liquidation, **116** dossiers ont été réceptionnés par les Contrôleurs Financiers.

- Sur **116** dossiers réceptionnés par les Contrôleurs Financiers, **173** ont été liquidés et transmis aux DAF, donc **57** dossiers devraient y être en cours de traitement avant la réception des **116** dossiers.
- Donc sur **908** projets de liquidation, **173** dossiers ont été validés par les Contrôleurs Financiers pour la période et tous ont été reçus par les DAF.
- Après la validation des dossiers, les contrôleurs financiers ont déposé en retour **368** au lieu de **173** qui avaient été validés comme l'indique la chaîne des dépenses. Les DAF ont reçu au total **368**, qui ont tous été ordonnancés ou mandatés au compte du mois.
- Pour **368** dossiers ordonnancés ou mandatés, **378** ont été déposés au Payeur Général du Trésor, soit **10** dossiers de plus que ce qui a été mandaté ou ordonnancé, un **(1)** seul dossier n'a pu faire l'objet de prise en charge par les Comptables Publics.
- Sur **377** prises en charge comptable, **293** dossiers ont bénéficié d'émission d'Ordre de Virement (OV) ou d'Ordre de Paiement (OP) et **110 dossiers ont été payés.**
- En somme, sur les **1001** projets d'engagement, **110 dossiers seulement** ont été payés au titre du mois d'août 2023, contre **277** projets d'engagement et **376** paiements au compte du mois de juillet.

Analyse de l'évolution des paiements par rapport aux engagements

Une attention particulière a été portée sur la corrélation entre les engagements et les paiements depuis le début de l'exercice 2023. Cette analyse révèle le comportement des paiements par rapport aux engagements de janvier jusqu'à date.

La figure N°3 ci-dessous présente l'évolution des paiements par rapport aux engagements depuis janvier. Il a été observé que seulement aux mois d'avril et juillet, le nombre cumulé des paiements dépasse celui des engagements. Ce qui donne une tendance positive à la courbe représentant l'évolution des paiements par rapports aux engagements au cours de l'année, mais seulement pour les deux mois susmentionnés.

Cette tendance croissante de la courbe en ces 2 mois reflète en quelque sorte la bonne résilience de l'économie face aux facteurs endogènes, c'est-à-dire que les recettes projetées ont été mobilisées, ainsi les dépenses ont été exécutées comme prévu.

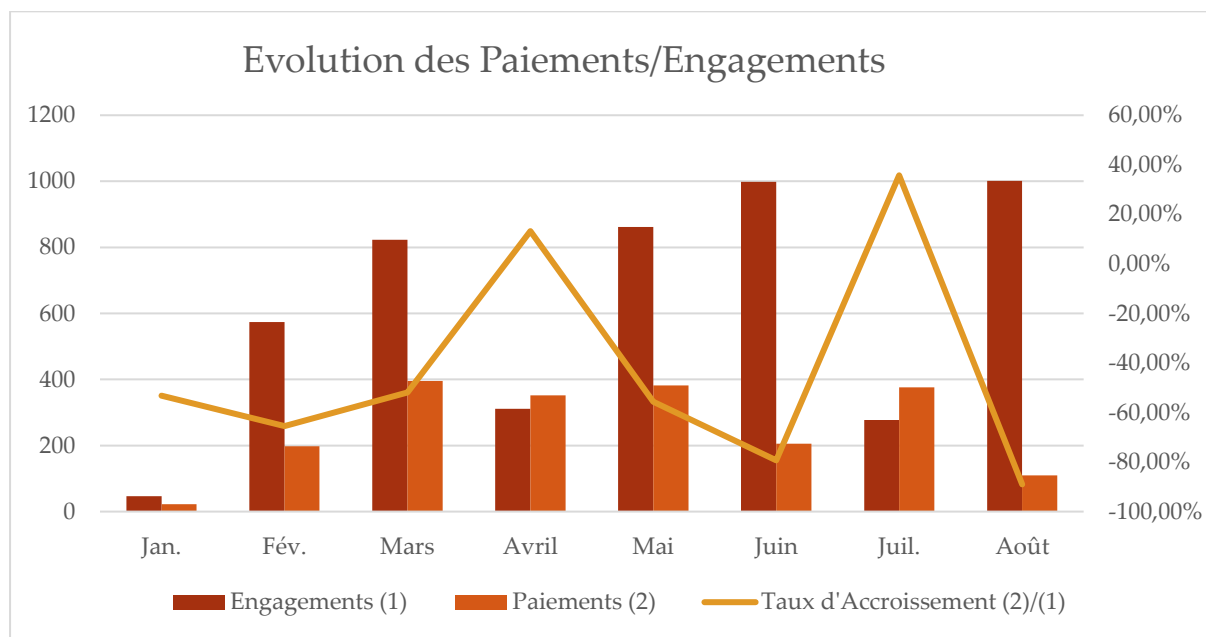
L'Etat a donc pu honorer ses engagements vis-à vis de ses partenaires en avril et en juillet 2023.

Tableau 3 : Données sur les engagements et les paiements depuis janvier.

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
Engagements (1)	47	574	823	311	862	998	277	1001
Paiements (2)	22	198	396	352	382	206	376	110
Taux d'Accroissement (2) / (1)	-53,19%	-65,51%	-51,88%	13,18%	-55,68%	-79,36%	35,74%	-89,01%

Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Figure 3 :



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

A l'issue des analyses, il a été observé globalement une nette contraction des paiements par rapport aux engagements, par contre il y a aussi eu accroissement du nombre de dossiers déposés et qui n'arrivent pas à maturité dans le circuit ou jusqu'au paiement.

Fait à Conakry, le.....

Ahmed Karifa DIAWARA

Pièces jointes :

- Tableau de synthèse des délais (5 pages) ;
- Tableaux détaillés des délais par ministère et institutions (2 pages couvrant toutes les sections budgétaires) ;
- Tableau récapitulatif des engagements et paiements depuis janvier. (1page).